

Le présent rapport intermédiaire de la direction sur le rendement du Fonds contient les faits saillants financiers, mais n'inclut pas le rapport financier intermédiaire ou les états financiers annuels du fonds de placement. Il est possible d'obtenir un exemplaire du rapport financier intermédiaire ou des états financiers annuels gratuitement, sur demande, en composant le 1-866-378-7119, en nous écrivant à l'adresse NGAM Canada S.E.C. (le « gestionnaire »), 36 Toronto Street, Suite 1070, Toronto, (Ontario) M5C 2C5, ou en consultant sur notre site Web, à l'adresse ngam.natixis.com, ou sur celui de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. Les porteurs de titres peuvent également communiquer avec nous selon l'une ou l'autre de ces façons pour demander un exemplaire des politiques et procédures de vote par procuration du Fonds, du dossier de divulgation des votes par procuration ou des informations trimestrielles sur le portefeuille du Fonds.

NOTE CONCERNANT LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES.

Ce rapport peut renfermer des déclarations prospectives sur le Fonds, notamment sur sa stratégie, son rendement prévu et sa situation. Une déclaration prospective est une déclaration de nature prévisionnelle qui est assujettie ou fait référence à des événements ou à des facteurs futurs. Elle se caractérise par l'emploi de termes à connotation prospective comme « s'attendre à », « prévoir », « projeter », « croire », « estimer », et d'autres expressions analogues, ou leur forme négative. De plus, toute déclaration qui peut être faite au sujet du rendement futur, des stratégies ou perspectives et des mesures que pourrait prendre le Fonds est considérée aussi comme une déclaration prospective. Les déclarations prospectives sont fondées sur les attentes et les projections actuelles à l'égard d'événements futurs et sont forcément assujetties, notamment, à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses au sujet du Fonds et de facteurs économiques.

Les déclarations prospectives ne garantissent en rien les rendements futurs, et les événements et les résultats réels pourraient être très différents de ceux exprimés ou sous-entendus dans une déclaration prospective faite par Fonds en raison de facteurs importants. Parmi ces facteurs, notons entre autres les conditions générales de l'économie de la situation politique et du marché, les taux d'intérêt et de change, les marchés financiers, la concurrence, les changements technologiques, les changements apportés à la réglementation gouvernementale, des procédures judiciaires ou réglementaires inattendues et des catastrophes.

Nous insistons sur le fait que la liste des facteurs précités n'est pas exhaustive. Par conséquent, nous vous invitons à prendre soigneusement en compte ces facteurs et d'autres facteurs avant de prendre toute décision d'investissement et nous vous demandons instamment de ne pas vous fier indûment sur ces déclarations prospectives. De plus, le Fonds n'entend pas mettre à jour l'une ou l'autre de ces déclarations prospectives par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ni pour tout autre motif.

Analyse du rendement du Fonds par la direction

Objectif et stratégies de placement

Le Fonds d'obligations de sociétés NexGen (le « Fonds ») vise à obtenir un flux de revenu stable et un potentiel de gains en capital principalement en effectuant des placements dans des titres à revenu fixe émis par des sociétés canadiennes et étrangères.

Le sous-conseiller en valeurs, Baker Gilmore & Associates Inc. (« Baker Gilmore ») ou le « sous-conseiller en valeurs », utilise, pour l'administration du Fonds, un style de placement axé sur la valeur fondamentale qui combine les prévisions subjectives axées fondamentalement sur les facteurs clés influençant les rendements du marché obligataire. Le processus comprend l'évaluation des données économiques, la prévision des taux d'intérêt et des écarts sectoriels, la construction et la mise en place du portefeuille ainsi que la gestion des risques. Baker Gilmore adopte une approche axée sur la juste valeur pour évaluer les émetteurs et les titres individuels, en utilisant une recherche ascendante fondamentale pour repérer les risques de perte en cas de baisse et les occasions à valeur ajoutée.

Résultats

La valeur liquidative du Fonds a augmenté de 14 185 440 \$ à 37 726 000 \$ au cours de la période. Cette augmentation était le résultat d'une combinaison de l'investissement direct par le Fonds à gestion fiscale d'obligations de sociétés NexGen dans des parts du Fonds et rendement positif des placements compensée par des rachats nets.

Pour la période closes le 30 juin 2016, la série comptes ordinaires du Fonds a dégagé un rendement de 2,0%, comparativement à 4,0% pour l'indice de référence, l'indice obligataire de sociétés FTSE TMX Canada (l'« indice »). Contrairement à celui de l'indice, le rendement du Fonds est calculé après déduction des frais. Veuillez consulter la rubrique « Rendement passé » pour connaître le rendement des autres séries et catégories du Fonds.

Le marché canadien des obligations de sociétés de qualité, mesuré par l'indice des obligations de toutes les sociétés FTSE TMX Canada, a obtenu un rendement de 4,00 % au cours de la période, ce résultat positif étant attribuable à la fois à la baisse des rendements des obligations gouvernementales et à un modeste resserrement de l'écart moyen; pendant la période, les indices des obligations de sociétés à court, moyen et long terme FTSE TMX Canada ont enregistré respectivement un rendement de 1,61 %, 4,71 % et 8,68 %. Les obligations de sociétés ont dégagé un rendement supérieur à celui des obligations du gouvernement du Canada de même durée en raison du resserrement des écarts. Au cours de la période, la courbe de rendement s'est aplanie, les rendements ayant reculé davantage chez les titres échéant à long terme.

Le rendement des portefeuilles a été légèrement inférieur à celui de l'indice des obligations de toutes les sociétés FTSE TMX Canada au cours de la période (frais inclus). La valeur ajoutée a été réduite par une durée plus courte que celle de l'indice de référence alors que les rendements des obligations gouvernementales fléchissaient pendant la période; cette situation a été quelque peu compensée par l'exposition à une courbe de rendement qui s'aplanissait et par un taux de rendement favorable comparativement à l'indice de référence. Du point de vue sectoriel, la sous-pondération des titres cotés BBB du secteur des produits industriels et des titres cotés A du secteur des services publics a nuí aux rendements relatifs en raison du resserrement des écarts, tandis que la surpondération des obligations provinciales y a contribué. Sur le plan de la sélection des titres, les titres ayant le plus contribué au rendement comprennent Enbridge Income Fund, TransCanada Corp et Teranet, tandis que ceux qui l'ont le plus freiné comptent Gibson Energy, Videotron et Pembina Pipeline.

Au cours de la période, le sous-conseiller a investi dans des obligations provinciales (Ontario et Québec) afin d'augmenter la liquidité des portefeuilles.

Le premier trimestre a été marqué par une série de mouvements de marché spectaculaires, principalement attribuable à l'inquiétude accrue des investisseurs à propos de la chute continue des prix du pétrole et à l'incertitude entourant la situation de l'économie chinoise et du secteur bancaire européen. Les rendements des obligations gouvernementales des marchés développés se sont effondrés, entraînés par les titres échéant à long terme, après que la Banque centrale européenne et la Banque du Japon ont dévoilé toutes deux de nouvelles politiques monétaires de relance non traditionnelles et que la Réserve fédérale des États-Unis a indiqué qu'elle serait moins pressée de relever les taux. Dans les marchés développés, les actifs plus risqués ont été particulièrement volatils, le cours des actions fléchissant grandement et les écarts de crédit s'élargissant de façon marquée au tout début du trimestre, avant de connaître une reprise plus tard au cours de la période. Le dollar américain a obtenu un rendement inférieur à celui de la plupart des autres devises, ce qui a contribué à stimuler les rendements des obligations et des actions des marchés émergents (tant en monnaies locales qu'en dollars américains). Les mouvements des produits de base ont été variables, les prix du pétrole étant en hausse et ceux du gaz naturel étant en baisse.

Au deuxième trimestre, le marché est resté aussi fortement volatil qu'au cours des trois premiers mois de l'année. Les rendements des obligations gouvernementales des marchés développés étaient en hausse au début de la période, car l'appétit de risque des investisseurs a fait augmenter le cours des actions et resserré les écarts de crédit; cependant, les rendements ont dégringolé et le cours des actifs plus risqués a reculé par rapport au reste du marché en juin après que la Réserve fédérale des États-Unis a laissé les taux directeurs inchangés – et abaissé ses prévisions des hausses de taux futures – et que l'électorat britannique a surpris les marchés en votant pour le retrait de l'Union européenne. Devant l'incertitude mondiale croissante, le dollar américain s'est apprécié par rapport à la plupart des devises et les prix du pétrole ont poursuivi leur remontée après les faibles niveaux de février.

Les banques centrales ont répondu à la volatilité en hausse en indiquant leur volonté de prendre de nouvelles mesures de relance pour combattre les pressions déflationnistes. Après avoir écarté les taux directeurs négatifs et annoncé des plans d'achat d'obligations gouvernementales à long terme ainsi que de titres de fonds de placement immobilier (FPI) pour une valeur de 300 milliards de yens annuellement, la Banque du Japon a surpris les marchés en réduisant son taux de référence à -0,1 % pour les nouvelles réserves bancaires. Après seulement de modestes modifications à sa politique à sa réunion de décembre, le conseil directeur de la Banque centrale européenne a étonné les investisseurs en réduisant son taux de dépôt de 10 points de base à -0,4 % et en étendant son programme mensuel d'achat d'actifs pour inclure à la fois 20 milliards d'euros supplémentaires et des obligations de sociétés. Fait important, pour aider à atténuer les préoccupations du marché à propos des conséquences néfastes de taux d'intérêt négatifs sur le secteur financier, la BCE a également annoncé qu'elle procurera des fonds aux banques par de nouvelles opérations ciblées de refinancement à long terme consistant en une série de prêts de quatre ans portant intérêt à des taux allant de 0 % à -0,4 %, selon la part des sommes empruntées utilisée par la suite pour consentir des prêts aux particuliers et aux entreprises. Avec un fléchissement important des marchés des actions, les décideurs chinois ont pris une série de mesures pour stimuler la croissance – dont la cinquième réduction des ratios de réserves bancaires obligatoires en douze mois – le PIB réel ayant crû de seulement 6,9 % en 2015, son rythme le plus lent en 25 ans.

L'annonce de la victoire du camp du « retrait » par une marge de 52 % contre 48 % a entraîné une liquidation massive des actifs plus risqués et de la livre sterling, ainsi qu'une demande accrue d'obligations gouvernementales « plus sûres ». Les mesures de volatilité du marché ont bondi à la suite de l'annonce du vote et demeurent élevées. Les obligations des marchés développés, le dollar américain et l'or ont bénéficié le plus des craintes croissantes des investisseurs.

Après avoir affiché une faiblesse inattendue dans la première moitié de chaque trimestre, les données économiques officielles des États-Unis ont été généralement plus solides que prévu dans la seconde moitié, suscitant une remontée de l'indice Citi de surprise économique aux États-Unis et signalant la poursuite d'une croissance stable, mais contenue. Au cours de la période, le taux de chômage a chuté à 4,7 % et la croissance du salaire horaire est restée stable à 2,5 %, indiquant que le marché du travail se resserre davantage. De plus, les sondages ISM des secteurs manufacturier et non manufacturier continuent d'annoncer une expansion. À sa réunion de juin, la Réserve fédérale a laissé son taux des fonds fédéraux inchangé et signalé qu'elle s'attend maintenant à relever les taux moins qu'elle ne l'avait prévu auparavant; tandis que la prévision médiane de la Fed pour le taux de référence des fonds fédéraux à la fin de 2016 est restée à 0,875 %, la banque centrale s'attend maintenant à ce que le taux directeur s'élève à seulement 1,625 % en 2017 et 2,375 % en 2018 (en baisse de respectivement 1,875 % et 3,00 % par rapport aux prévisions précédentes).

Les indices économiques canadiens étaient inégaux au cours de la période. Au premier trimestre, les données du marché du travail annonçaient un affaiblissement, car des réductions de personnel dans le secteur des ressources continuaient de frapper les provinces productrices d'énergie. Cependant, le taux de chômage a chuté à 6,9 % en mai; les données générales décentes masquaient d'importants écarts régionaux et sectoriels, l'Alberta subissant encore d'importantes pertes d'emplois. Le PIB réel s'est accru d'un taux annuel plus faible que prévu de 2,4 % au premier trimestre; fait à noter, la plupart des analystes ont également revu à la baisse leurs prévisions pour le deuxième trimestre, au moment où des incendies forestiers qui faisaient rage ont forcé 90 000 résidents à évacuer Fort McMurray et les sociétés énergétiques à interrompre la production dans les installations d'exploitation de sables bitumineux. Tandis que les prix du pétrole continuaient à augmenter après les perturbations de l'approvisionnement au Canada et au Nigeria, l'appréciation de la devise après les faibles niveaux de janvier a eu une incidence négative sur le secteur du commerce, le déficit commercial demeurant près des niveaux record. La Banque du Canada a laissé les taux d'intérêt inchangés au cours de la période – en dépit de ses prévisions voulant que les incendies en Alberta réduisent le PIB réel du deuxième trimestre de 1,25 point de pourcentage – la banque a déclaré que « la politique monétaire actuelle est appropriée ». Enfin, l'annonce par le ministre des Finances Bill Morneau que le gouvernement fédéral enregistrera des déficits budgétaires totalisant plus de 100 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années a incité les analystes à émettre l'hypothèse que le bond des dépenses budgétaires soulagera la banque centrale de la pression exercée sur elle pour qu'elle adopte de nouvelles politiques monétaires de relance.

Événements récents

Les décideurs des principaux marchés développés, surtout dans la zone euro et au Japon, continuent de lutter contre l'effet déflationniste d'un fort endettement à la suite de l'éclatement de la bulle du crédit, même si les investisseurs s'inquiètent de plus en plus des risques géopolitiques croissants et de l'incidence que pourrait avoir, sur le marché et l'économie, la fin des mesures de relance monétaires sans précédent qui sont actuellement appliquées. Dans les marchés émergents, la montée de l'incertitude politique, le mouvement à la baisse des taux de croissance historique et le recul prononcé des prix des produits de base au cours des dernières années accroissent la vulnérabilité de nombreuses économies émergentes aux nouvelles pointes de volatilité du marché, alors que la Réserve fédérale des États-Unis attend les occasions pour poursuivre son premier cycle de resserrement depuis dix ans.

Même si l'activité économique mondiale a été faible, les signes de reprise actuels laissent entrevoir que l'élan se renforcera aux prochains trimestres; quoi qu'il en soit, le sous-conseiller s'attend à ce que la croissance reste sous les niveaux constatés dans le passé à ce stade-ci du cycle de reprise et qui seraient normalement attendus compte tenu de l'importance des mesures de relance monétaire. Dans les marchés développés, le rythme d'activité sera mixte : la baisse des prix de l'énergie depuis 2014 continuera de profiter aux importateurs de produits de base – au cours de la prochaine année, la croissance du PIB réel devrait avoisiner 2,5 % aux États-Unis, tandis qu'elle approchera de 1 % à 1,5 % au Japon et dans la zone euro, car les mesures de relance accrues sont tempérées par des défis structurels continus et par l'effet à court terme du vote sur le Brexit au Royaume-Uni – tout en continuant de peser sur les exportateurs de produits de base – le PIB réel au Canada et en Australie croîtra d'environ 1,5 %, le secteur de l'énergie au Canada devant affronter les vents contraires des incendies forestiers dévastateurs à Fort McMurray – alors que les devises plus faibles ont été lentes à compenser de façon significative la sous-performance du secteur des ressources. Dans les marchés émergents, les taux de croissance seront inégaux là aussi, l'activité des pays importateurs de produits de base surclassant celle des pays exportateurs de produits de base; fait important, la croissance de l'économie chinoise ralentira encore tout en s'établissant à un rythme encore solide de 5 % à 6 %, pendant que les décideurs continuent d'osciller entre un modèle de croissance axé sur l'investissement et les exportations et un modèle axé davantage sur la consommation et les services.

Avec des taux qui se situent à zéro ou, dans certains cas, sous zéro dans la majorité des marchés développés, le taux de financement réel à un jour de la Banque du Canada ayant été en territoire négatif depuis le début de 2009, les grandes banques centrales ont continué d'avoir recours à une gamme d'outils, traditionnels ou non, pour lutter contre les pressions déflationnistes. Tandis que la Réserve fédérale s'appête à continuer de hausser prudemment les taux au cours de la prochaine année, tant la Banque du Japon que la Banque centrale européenne ont adopté des politiques de relance énergiques – malgré l'incertitude et les effets négatifs potentiels des mesures non traditionnelles mises en œuvre –, ce qui laisse penser que les liquidités mondiales demeureront élevées pendant quelque temps. Dans ce contexte, les rendements obligataires dans les principaux marchés développés devraient demeurer sous les niveaux qui correspondraient généralement aux données économiques fondamentales sous-jacentes.

Aux États-Unis et dans le monde entier, la volatilité parmi les catégories d'actifs devrait continuer de s'accroître, car les investisseurs ont été contraints d'affronter un risque politique croissant – dont le résultat inattendu du vote sur le Brexit et l'élection présidentielle américaine de novembre sans cesse plus acrimonieuse – et la décision de la Fed de commencer à resserrer la politique monétaire en réaction à d'importants indicateurs annonçant que l'économie américaine se renforce. Les gains salariaux ont enfin augmenté en réponse à la chute

du taux de chômage aux 4,7 % prévus par la Fed pour 2016 et l'inflation de base demeure au-dessus de 2 %; par conséquent, le sous-conseiller s'attend à ce que la Fed augmente de nouveau les taux à ses prochaines réunions. Cependant, compte tenu de l'effet déflationniste du renforcement du dollar américain, la banque centrale peut être lente à éliminer les mesures de relance par mesure de prudence, et elle le sera.

Bien que la dégringolade des prix mondiaux du pétrole depuis 2014 continue d'avoir une incidence négative sur le secteur des ressources et sur l'ensemble de l'économie canadienne, les marchés de l'énergie ont remonté après les faibles niveaux récents et devraient continuer de s'améliorer modestement au cours de la prochaine année à mesure que l'excédent des stocks est atténué par les réductions de production et que la demande mondiale continue de croître à un rythme solide. Après trois ans de baisse marquée, le dollar canadien est plus élevé, mais demeure très concurrentiel et devrait appuyer les exportations du secteur manufacturier et des services en conjonction avec la hausse de la croissance de l'économie américaine. Après une période de dépenses fédérales contenues, les déficits pluriannuels annoncés par le nouveau gouvernement libéral devraient procurer un modeste stimulus budgétaire. Si le secteur de l'habitation demeure un risque important, la faiblesse des taux d'intérêt et la croissance continue de l'emploi dans les provinces qui ne produisent pas d'énergie laissent entendre que la demande de maisons nouvelles et existantes devrait demeurer relativement forte et que tout mouvement à la baisse dans ce secteur devrait se limiter à l'Alberta, à la Saskatchewan et à Terre-Neuve. Même avec la faiblesse du secteur de l'énergie, la croissance du crédit aux entreprises et aux ménages se poursuit à un bon rythme, stimulant l'économie.

Les mesures de stimulation monétaire sont encore très présentes et les taux de rendement frôlent toujours les creux record au Canada. Le sous-conseiller est d'avis que l'inflation de base au Canada demeurera au niveau de 2 % alors que l'économie se relèvera de la faiblesse liée aux interruptions de production pétrolière et connaîtra un meilleur rendement que prévu d'ici 12 à 18 mois. Bien que le sous-conseiller ne prévoie pas une hausse importante des taux de rendement à court terme, le portefeuille a été positionné selon une durée légèrement plus courte que celle de l'indice de référence étant donné que les rendements actuels, peu attrayants, devraient augmenter avec le renforcement de l'économie mondiale et canadienne.

Compensant la faiblesse du secteur de l'énergie, l'économie canadienne dans son ensemble devrait continuer de tirer profit de l'amélioration des activités de l'économie américaine et du dollar canadien encore relativement faible; par conséquent, le sous-conseiller prévoit que les données fondamentales des obligations de sociétés demeureront vigoureuses à l'extérieur du secteur des ressources. Les bilans sont sains et les sociétés peuvent se financer à des taux encore faibles. Les activités de fusion et acquisition se sont accrues; pendant que les valorisations des sociétés canadiennes demeurent attrayantes, il demeure important de surveiller et de gérer le risque d'événement.

Les écarts des titres de créance de sociétés canadiennes demeurent imposants selon les normes historiques, particulièrement lorsque nous les comparons au risque de défaillance sous-jacent. Les niveaux actuels des écarts reflètent la prime de risque importante déjà prise en compte sur le marché canadien, qui découle de la nervosité persistante des investisseurs à l'égard de la situation des marchés de capitaux mondiaux et de la diminution des stocks dans les portefeuilles de négociation de courtiers endettés à la suite de la crise de la dette et de réglementations plus austères. Tandis que les émissions des sociétés devraient demeurer fortes, leur rythme n'est pas aussi soutenu que l'an dernier, mais cela ne devrait pas poser problème, car la demande toujours solide des investisseurs nationaux et étrangers devrait soutenir les marchés. Les investisseurs sont toutefois de plus en plus susceptibles d'exiger de nouvelles concessions d'émission, compte tenu de la réduction en cours de la liquidité des marchés secondaires.

Le sous-conseiller estime toujours que les risques de défaillance et de décade des titres de crédit de qualité supérieure demeurent faibles et que les niveaux actuels des écarts sont intéressants. Le portefeuille maintient une surpondération rajustée en fonction du risque dans les sociétés de services financiers de qualité supérieure, les titres adossés à des créances notés AAA, les sociétés de services publics notées BBB et certains titres à rendement élevé, tout en maintenant une sous-pondération dans le secteur des services publics en général et dans le secteur plus cyclique des produits industriels.

Sur le plan des titres individuels, le portefeuille est surpondéré principalement dans Power Corporation of Canada, Groupe Investors, Financière Manuvie, Enbridge Income Fund, Financière Sun Life, Teranet Inc., North Battleford Power, Banque Toronto-Dominion, Trillium Windpower et Telus.

Changement de titres offerts

À compter du 15 juin 2016, les titres de la série compte très grande valeur ne seront plus offerts aux fins d'achat, sauf par les épargnants qui sont propriétaires des titres de cette série en date du 15 juin 2016, qui pourront substituer leurs titres de cette série d'un Fonds NexGen ou d'un Fonds Natixis pour des titres de la même série d'un autre Fonds NexGen ou Fonds Natixis.

Transactions entre parties liées

NGAM Canada S.E.C. (le « gestionnaire ») fournit au Fonds des services de gestion, de distribution et d'administration de placements. Ces services sont offerts dans le cours normal des activités et comptabilisés au montant de la contrepartie convenue entre le gestionnaire et le Fonds. Conformément au Règlement 81-107, le Fonds doit créer un comité d'examen indépendant (CEI) auquel il doit soumettre toutes les questions de conflit d'intérêts, aux fins d'examen ou d'approbation. Le Règlement 81-107 oblige également le gestionnaire à établir des politiques et des procédures écrites pour traiter les questions de conflit d'intérêts, tenir un registre de ces questions et aider le CEI à exercer ses fonctions.

Frais de gestion

NGAM Canada S.E.C. est le gestionnaire du Fonds. En contrepartie des services-conseils en placement fournis, le gestionnaire touche des frais de gestion mensuels calculés en fonction de l'actif net moyen quotidien de chaque série du Fonds, à l'exception de la série comptes institutionnels. Le gestionnaire verse, à partir de ses frais de gestion, la rémunération du gestionnaire de portefeuille, ainsi que les commissions de vente et de suivi des courtiers qui distribuent les titres du fonds. En contrepartie des autres services administratifs fournis, le gestionnaire peut également facturer des frais administratifs aux fonds.

De temps à autre, le gestionnaire peut réduire les frais de gestion effectifs payables par certains porteurs de parts, en réduisant les frais de gestion imputés à ce fonds et en demandant au fonds de faire des distributions sur les frais de gestion aux porteurs de parts de montant égal à la réduction des frais de gestion. Les distributions sur les frais de gestion sont automatiquement réinvesties dans des parts supplémentaires du fonds et comptabilisées à titre de distribution dans les états financiers.

Charges d'exploitation

Chaque fonds est responsable du paiement de toutes les charges d'exploitation, y compris, mais sans s'y limiter, les impôts, les frais de comptabilité, les frais juridiques, les honoraires d'audit, les frais liés aux services du fiduciaire, les honoraires du CEI, les frais de garde, les frais administratifs, les coûts des services aux investisseurs, les frais de courtage, les intérêts et les frais bancaires ainsi que les frais liés aux prospectus et aux autres rapports. En contrepartie des autres services administratifs fournis par le gestionnaire, le gestionnaire peut également facturer des frais administratifs aux fonds. Le gestionnaire attribue au fonds certains frais généraux qui sont directement liés à l'exploitation du fonds (exclusion faite du marketing et des ventes). Ces frais généraux comprendront une partie des frais liés aux logiciels, aux systèmes et aux salaires du personnel de TI le gestionnaire, aux installations, aux

assurances (assurance des biens et assurance responsabilité civile seulement), à l'amortissement des immobilisations corporelles, à la téléphonie et aux communications, à l'impression, aux frais de bureau et à d'autres frais administratifs généraux.

Les charges d'exploitation sont attribuées à un fonds ou à une série d'un fonds. Les charges d'exploitation communes à plusieurs fonds peuvent être réparties entre les fonds en fonction du nombre moyen de porteurs de parts ou de la valeur liquidative moyenne quotidienne des fonds, ou selon d'autres méthodes de répartition que le gestionnaire juge pertinentes, d'après le type de charges d'exploitation à répartir.

Charges absorbées

Le gestionnaire peut renoncer à une partie des frais de gestion ou des charges d'exploitation pour certains fonds, ou absorber une partie de ces frais et charges. La décision d'absorber ces charges est revue périodiquement et prise à l'entière discrétion du gestionnaire, sans avis aux porteurs de parts.

Les frais relatifs aux parties liées facturés se présentent comme suit :

	30 juin 2016	30 juin 2015
Frais de gestion	22 060	24 622
Frais pour les services administratifs fournis par le gestionnaire	5 851	7 967
Charges du Fonds absorbées par le gestionnaire	(21 414)	(22 112)

AUTRES RENSEIGNEMENTS

Changement de contrôle du gestionnaire

En août 2015, le nom de la société mère du gestionnaire, alors NexGen Financial Corporation, est devenu Société de Gestion mondiale d'actifs Natixis Canada.

Distributions nominales

Les distributions annuelles du Fonds peuvent être versées sous forme de distributions nominales. Une distribution nominale est émise lorsqu'un fonds annonce la distribution de parts supplémentaires, puis effectue une consolidation de parts afin que le nombre de parts en circulation après la consolidation corresponde au nombre de parts détenues avant le versement de la distribution. La distribution nominale n'a aucune incidence sur la valeur liquidative par part.

Opérations de prêt de titres

Certains fonds peuvent participer à des opérations de prêt de titres. Ces opérations permettent à un fonds de gagner des honoraires en contrepartie d'un accord pour le prêt de titres à un tiers, lesquels doivent être retournés au Fonds, sur demande, en échange d'une garantie prescrite. La valeur des titres hors trésorerie détenus en garantie doit être équivalente à 102 % au moins de la juste valeur des titres prêtés. Un revenu est tiré de ces opérations sous la forme d'honoraires payés par une contrepartie. Le revenu tiré de ces opérations est inclus dans l'état du résultat global des états financiers du Fonds.

Frais de gestion et description des séries

Le Fonds offre, à l'heure actuelle, huit séries de parts, à savoir les séries comptes ordinaires, F comptes ordinaires, comptes grande valeur, F comptes grande valeur, comptes très grande valeur, comptes institutionnels, la série avec frais reportés et la série avec frais réduits. (la séries comptes très grande valeur ne sont pas offerts aux fins d'achat après le 15 juin 2016, sauf au moment du réinvestissement d'une distribution ou d'une substitution des séries comptes très grande valeur d'un autre Fonds).

Les frais de gestion varient d'une série de parts à l'autre. Le Fonds paie le gestionnaire des frais de gestion globaux. Les frais de gestion afférents aux parts de la série comptes institutionnels sont négociés et payés directement par l'épargnant et non par le Fonds. Au moyen des frais de gestion, le gestionnaire paie la rémunération du conseiller en valeurs ainsi que les courtages et les commissions de suivi versées aux courtiers qui distribuent les titres du Fonds.

Séries	Frais de gestion (%)	En pourcentage des frais de gestion	
		Rémunération du courtier (%)	Administration générale, conseils en placement et profits (%)
Séries comptes ordinaire, avec frais reportés et avec frais réduits	1,45	30	70
Série F comptes ordinaires	0,95	0	100
Série comptes grande valeur	1,10	45	55
Série F comptes grande valeur	0,70	0	100
Série comptes très grande valeur	1,05	33	67

Aperçu du portefeuille au 30 juin 2016

L'aperçu du portefeuille peut changer en raison des opérations continues du Fonds. On peut obtenir des mises à jour mensuelles, sans frais, en téléphonant au 1 866 378-7119, en nous écrivant à l'adresse NGAM Canada S.E.C., 36 Toronto Street, Suite 1070, Toronto (Ontario) M5C 2C5, sur notre site Web, à ngam.natixis.com, ou sur celui de SEDAR, à www.sedar.com.

25 Principaux titres en portefeuille	%**	Répartition sectorielle	%**
Banque de Montréal 1,29 % 11 avr. 2019	7,3	Obligations de sociétés	
Banque Royale du Canada 1,29 % 9 avr. 2019	6,1	Services financiers	42,3
Province de l'Ontario 3,45 % 2 juin 2045	4,5	Énergie	22,1
La Banque Toronto-Dominion 1,43 % 18 févr. 2020	4,4	Services de télécommunications	9,7
Enbridge Income Fund 1,58 % 21 nov. 2016	3,9	Infrastructures	8,7
La Banque Toronto-Dominion 4,86 % 4 mars 2031	3,2	Titres adossés à des crédits mobiliers	7,4
TELUS Corporation 3,35 % 1er avr. 2024	3,1	Produits industriels	3,5
Power Corporation du Canada 8,57 % 22 avr. 2039	3,0	Titres adossés à des créances hypothécaires	0,4
North Battleford Power LP 4,96 % 31 déc. 2032	2,9	Obligations du gouvernement provinciales	5,2
Manulife Finance Delaware LP 5,06 % 15 déc. 2041	2,9	Trésorerie et les équivalents de trésorerie [^]	0,7
Trillium Windpower LP 5,8 % 15 févr. 2033	2,7	Total	100,0
Melancthon Wolfe Wind LP 3,83 % 31 déc. 2028	2,7		
Financière Sun Life Inc. 5,4 % 29 mai 2042	2,4		
TELUS Corporation 3,35 % 1 ^{er} avr. 2024	2,4		
Inter Pipeline Ltd. 1,4 % 30 mai 2017	2,3		
APT Pipelines Ltd. 4,25 % 24 juill. 2019	2,2		
General Motors Financial of Canada Ltd. 3,25 % 30 mai 2017	2,2		
Algonquin Power Co. 4,65 % 15 févr. 2022	2,2		
Comber Wind Financial Corp. 5,13 % 15 nov. 2030	2,1		
Société de Financement GE Capital du Canada Company 1,26 % 15 févr. 2022	2,1		
Vidéotron Ltée. 5,63 % 15 juin 2025	2,0		
Crédit Ford du Canada Limitée 3,28 % 2 juill. 2021	1,9		
Teranet Holdings LP 5,75 % 17 déc. 2040	1,9		
Hydro One Inc. 1,24 % 21 mars 2019	1,8		
Bell Canada 4,35 % 18 déc. 2045	1,7		

**En fonction de la valeur liquidative aux fins des opérations suivant laquelle les titres sont évalués aux cours de clôture le 30 juin 2016.

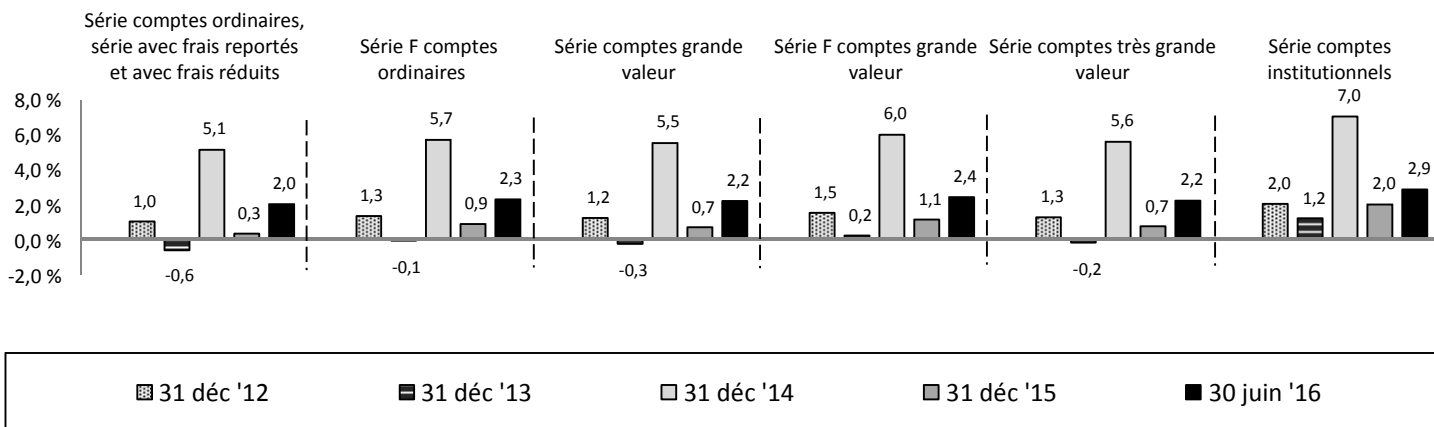
[^]y compris d'autres fonds de roulement.

Rendement passé

Le rendement passé montre le rendement historique des différentes séries de parts du Fonds. Les chiffres qu'ils renferment ne sont donnés qu'à titre d'information, le rendement passé du Fonds n'étant pas nécessairement un indicateur de son rendement futur. Les données sur le rendement passé supposent le réinvestissement de toutes les distributions dans des parts supplémentaires de la même série du Fonds. Elles ne tiennent pas compte des frais d'acquisition, des frais de rachat, des distributions ou des frais accessoires qui peuvent réduire le rendement.

Rendement annuel

Les graphiques suivants indiquent le rendement annuel de chaque série de parts du Fonds depuis sa date de création de détail - le 1^{er} juin 2012. Ils indiquent, sous forme de pourcentage, la variation à la hausse ou à la baisse de la valeur d'un placement du premier au dernier jour de chaque période financière.



Faits saillants de nature financière*

Les tableaux ci-après présentent des données financières clés concernant le Fonds; ils ont pour objet de vous aider à comprendre ses résultats financiers pour chacune des années ou la périodes terminées aux dates indiquées.

ACTIF NET PAR PART (EN DOLLARS) ¹

	Séries comptes ordinaires, avec frais reportés et avec frais réduits					Série F comptes ordinaires				
	30 juin 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12	30 juin 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12
Actif net au début de la période	10,15	10,32	10,04	10,10	10,00	10,35	10,46	10,13	10,13	10,00
Augmentation (diminution) liée aux activités :										
Total des revenus	0,16	0,34	0,38	0,38	0,21	0,16	0,35	0,39	0,38	0,21
Total des frais (sauf les distributions)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains (pertes) réalisés au cours de la période	(0,10)	0,02	0,04	(0,12)	(0,02)	(0,09)	0,02	0,04	(0,12)	(0,02)
Gains (pertes) non réalisés au cours de la période	0,11	(0,33)	0,11	(0,35)	(0,11)	0,17	(0,27)	0,16	(0,32)	(0,10)
Augmentation (diminution) totale liée aux activités ²	0,17	0,03	0,53	(0,09)	0,08	0,24	0,10	0,59	(0,06)	0,09
Distributions:										
Du revenu de placements net (sauf les dividendes)	(0,08)	(0,20)	(0,23)	(0,28)	(0,06)	(0,08)	(0,21)	(0,24)	(0,29)	(0,06)
Des dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Des gains en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Remboursement de capital	-	-	-	(0,02)	-	-	-	-	(0,01)	-
Distributions totales ³	(0,08)	(0,20)	(0,23)	(0,30)	(0,06)	(0,08)	(0,21)	(0,24)	(0,30)	(0,06)
Actif net à la fin de la période *	10,27	10,15	10,32	10,04	10,08	10,51	10,35	10,46	10,13	10,11

	Série comptes grande valeur					Série F comptes grande valeur				
	30 juin 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12	30 juin 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12
Actif net au début de la période	10,28	10,42	10,10	10,12	10,00	10,46	10,54	10,18	10,15	10,00
Augmentation (diminution) liée aux activités :										
Total des revenus	0,16	0,35	0,38	0,38	0,21	0,16	0,35	0,38	0,38	0,20
Total des frais (sauf les distributions)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains (pertes) réalisés au cours de la période	(0,10)	0,02	0,04	(0,13)	(0,01)	(0,08)	0,02	0,05	(0,14)	(0,03)
Gains (pertes) non réalisés au cours de	0,15	(0,31)	0,10	(0,22)	(0,18)	0,18	(0,25)	0,17	(0,37)	(0,03)
Augmentation (diminution) totale liée aux activités ²	0,21	0,06	0,52	0,03	0,02	0,26	0,12	0,60	(0,13)	0,14
Distributions:										
Du revenu de placements net (sauf les dividendes)	(0,08)	(0,21)	(0,23)	(0,28)	(0,06)	(0,08)	(0,21)	(0,24)	(0,29)	(0,06)
Des dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Des gains en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Remboursement de capital	-	-	-	(0,02)	-	-	-	-	(0,01)	-
Distributions totales ³	(0,08)	(0,21)	(0,23)	(0,30)	(0,06)	(0,08)	(0,21)	(0,24)	(0,30)	(0,06)
Actif net à la fin de la période *	10,43	10,28	10,42	10,10	10,10	10,63	10,46	10,54	10,18	10,13

	Série comptes très grande valeur					Série comptes institutionnels				
	30 juin 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12	30 juin 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12
Actif net au début de la période	10,31	10,44	10,11	10,13	10,00	10,57	10,68	10,33	10,20	10,00
Augmentation (diminution) liée aux activités :										
Total des revenus	0,16	0,35	0,39	0,38	0,19	0,17	0,36	0,39	0,39	0,19
Total des frais (sauf les distributions)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains (pertes) réalisés au cours de la période	(0,09)	0,02	0,02	(0,12)	(0,03)	(0,09)	0,02	0,05	(0,13)	(0,03)
Gains (pertes) non réalisés au cours de	0,16	(0,29)	0,05	(0,28)	(0,06)	0,33	(0,17)	0,28	(0,12)	0,02
Augmentation (diminution) totale liée aux activités ²	0,23	0,08	0,46	(0,02)	0,10	0,41	0,21	0,72	0,14	0,18
Distributions:										
Du revenu de placements net (sauf les dividendes)	(0,08)	(0,21)	(0,24)	(0,28)	(0,06)	(0,11)	(0,33)	(0,37)	(0,29)	(0,06)
Des dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Des gains en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Remboursement de capital	-	-	-	(0,02)	-	-	-	-	(0,02)	-
Distributions totales ³	(0,08)	(0,21)	(0,24)	(0,30)	(0,06)	(0,11)	(0,33)	(0,37)	(0,31)	(0,06)
Actif net à la fin de la période *	10,46	10,31	10,44	10,11	10,10	10,76	10,57	10,68	10,33	10,18

Reportez aux notes de bas de la dernière page de ce document.

RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES 1

	Séries comptes orrinaires, avec frais reportés et avec frais réduits					Série F comptes orrinaires				
	30 juin 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12	30 juin 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12
Actif net (\$) ²	1 615 592	2 040 491	2 172 702	2 580 646	1 752 208	754 730	777 765	758 201	963 870	777 115
Nombre de parts en circulation	157 256	201 034	210 568	257 044	173 450	71 836	75 146	72 452	95 194	76 691
Ratio des frais de gestion (%) ³	1,83	1,83	1,98	1,97	1,97	1,27	1,27	1,42	1,43	1,41
Ratio des frais de gestion avant renoncations et absorptions (%) ³	2,11	2,13	2,29	2,33	4,38	1,55	1,57	1,74	1,78	3,83
Ratio des frais d'opération (%) ⁴	-	-	-	-	0,10	-	-	-	-	0,10
Taux de rotation du portefeuille (%) ⁵	26,94	25,84	56,97	73,60	39,75	26,94	25,84	56,97	73,60	39,75
Valeur liquidative par part (\$) ²	10,27	10,15	10,32	10,04	10,10	10,51	10,35	10,46	10,13	10,13

	Série comptes grande valeur					Série F comptes grande valeur				
	30 juin 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12	30 juin 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12
Actif net (\$) ²	415 120	459 871	415 679	381 523	182 095	91 131	332 511	133 502	143 026	102 146
Nombre de parts en circulation	39 805	44 716	39 900	37 786	17 989	8 576	31 799	12 660	14 056	10 062
Ratio des frais de gestion (%) ³	1,46	1,46	1,59	1,61	1,56	1,03	1,01	1,15	1,12	1,14
Ratio des frais de gestion avant renoncations et absorptions (%) ³	1,75	1,76	1,90	1,96	3,97	1,31	1,31	1,47	1,47	3,55
Ratio des frais d'opération (%) ⁴	-	-	-	-	0,10	-	-	-	-	0,10
Taux de rotation du portefeuille (%) ⁵	26,94	25,84	56,97	73,60	39,75	26,94	25,84	56,97	73,60	39,75
Valeur liquidative par part (\$) ²	10,43	10,28	10,42	10,10	10,12	10,63	10,46	10,54	10,18	10,15

	Série comptes très grande valeur					Série comptes institutionnels				
	30 juin 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12	30 juin 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12
Actif net (\$) ²	73 787	72 173	71 638	25 274	25 317	34 775 593	10 502 629	10 296 193	9 642 952	25 512
Nombre de parts en circulation	7 057	7 001	6 864	2 500	2 500	3 232 218	993 938	963 825	933 717	2 500
Ratio des frais de gestion (%) ³	1,41	1,41	1,53	1,52	1,47	0,17	0,17	0,17	0,16	0,16
Ratio des frais de gestion avant renoncations et absorptions (%) ³	1,70	1,71	1,85	1,88	3,88	0,45	0,47	0,48	0,51	2,57
Ratio des frais d'opération (%) ⁴	-	-	-	-	0,10	-	-	-	-	0,10
Taux de rotation du portefeuille (%) ⁵	26,94	25,84	56,97	73,60	39,75	26,94	25,84	56,97	73,60	39,75
Valeur liquidative par part (\$) ²	10,46	10,31	10,44	10,11	10,13	10,76	10,57	10,68	10,33	10,20

Reportez aux notes de bas de la dernière page de ce document.

FAITS SAILLANTS DE NATURE FINANCIÈRE

* Pour les périodes amorcées à compter du 1^{er} janvier 2014, les faits saillants financiers sont tirés des états financiers dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Pour la période comparative de 2013, l'actif net par part au début et à la fin de la période a été modifié pour tenir compte de l'adoption des IFRS, et pour les périodes antérieures au 1^{er} janvier 2013, les faits saillants financiers sont tirés des états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). L'actif net par part, pour les périodes antérieures au 1^{er} janvier 2013, est calculé conformément aux PCGR, et la valeur liquidative dans le tableau de ratios et données supplémentaires est présentée selon la valeur aux fins des opérations. Tous les autres calculs aux fins du présent rapport de la direction sur le rendement du Fonds sont effectués à l'aide de la valeur liquidative. Au 30 juin 2016, en vertu des IFRS, la différence entre « l'actif net » et la « valeur liquidative » est négligeable.

ACTIF NET PAR ACTION notes

- ¹ Ces données sont tirées des états financiers annuels vérifiés du Fonds en date du 31 décembre des années indiquées et des états financiers intermédiaires au 30 juin 2016. La valeur comptable d'une part avant le 1^{er} Janvier, 2013 présentée dans les états financiers pourraient différer de la valeur liquidative calculée aux fins de l'évaluation d'un fonds en raison de l'adoption des normes décrites dans le chapitre 3855 du Manuel de l'ICCA, Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation.
 - ² La valeur liquidative et les distributions sont établies en fonction du nombre réel de parts au moment considéré. L'augmentation (diminution) liée aux activités est établie en fonction du nombre moyen pondéré de parts en circulation au cours de la période comptable.
 - ³ Les distributions ont été réinvesties en parts additionnelles du Fonds, sauf si l'épargnant a demandé qu'elles lui soient versées en espèces.
- * Il ne s'agit pas d'un rapprochement entre la valeur comptable au début et à la fin de la période, car les données sur l'augmentation (diminution) liée aux activités sont fondées sur le nombre moyen de parts pondéré au cours de la période plutôt que sur le nombre réel de parts au moment donné.

RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES notes

- ¹ Données au 30 juin 2016 et au 31 décembre des années indiquées.
- ² La valeur liquidative totale et la valeur liquidative par part avant le 1^{er} Janvier, 2013 sont présentées en fonction de la valeur liquidative aux fins des opérations qui peut différer du montant présenté dans les états financiers en raison de l'adoption des normes décrites dans le chapitre 3855 du Manuel de l'ICCA, Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation.
- ³ Le ratio des frais de gestion (RFG) est calculé conformément au Règlement 81-106 et il est établi en fonction du total des frais (exception distributions, faite du courtage, des frais liés aux opérations du portefeuille et des frais sur les contrats à terme, le cas échéant) pour la période indiquée, et il est exprimé en pourcentage annualisé de l'actif net moyen quotidien au cours de celle-ci. Lorsqu'une série a été établie au cours de la période, le ratio des frais de gestion est annualisé, depuis la date de création de la série jusqu'à la fin de la période.

Le gestionnaire peut autoriser une réduction des frais de gestion ou des taux des frais d'exploitation, ou les deux, pour certains investisseurs du Fonds qui paient ou engagent des distributions ou autres frais normalement payés par le Fonds ou le gestionnaire. Dans ce cas, le gestionnaire autorise une réduction ou un rabais sur une portion des frais de gestion, le Fonds ou le gestionnaire paie un montant égal à la réduction soit au titre d'une distribution, soit d'un rabais direct. Le RFG ne tient pas compte de ce type de réduction.

Le gestionnaire peut temporairement décider de réduire ou de prendre en charge les frais de gestion ou les frais d'exploitation du Fonds, ou les deux, et peut, en tout temps, mettre fin à cette réduction ou cette prise en charge. Le gestionnaire s'attend à continuer d'absorber ces frais ou ces charges jusqu'à ce que le Fonds soit d'une taille suffisamment grande pour pouvoir raisonnablement absorber tous les frais et toutes les charges.
- ⁴ Le ratio des frais d'opération représente le total des courtages et des autres frais liés aux opérations de portefeuille et est exprimé en pourcentage annualisé de l'actif net moyen quotidien au cours de la période..
- ⁵ Le taux de rotation du portefeuille indique le niveau d'activité selon lequel le conseiller en valeurs gère le portefeuille du Fonds. Un taux de rotation de 100 % signifie que le Fonds achète et vend tous les titres de son portefeuille une fois au cours de la période. Plus le taux de rotation des titres en portefeuille d'un fonds est élevé au cours d'une période, plus les frais d'opération qu'il doit payer seront élevés, et plus les chances qu'un épargnant touche un gain en capital imposable seront élevées pour la période en cause. Il n'existe pas nécessairement de lien entre un volume d'opérations élevé et le rendement d'un fonds.